

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/10078]

5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels généraux

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 35, § 4, 37, 51, alinéa 1^{er}, 52, 53, § 1^{er}, 143 et 149;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 162-6 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018;

Vu l'avis n° 63.989/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

Considérant que les services résidentiels généraux peuvent être mandatés par le conseiller de l'aide à la jeunesse ou par le directeur de la protection de la jeunesse en vertu de l'article 35, § 4, ou de l'article 53, § 1^{er}, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

Considérant qu'à Bruxelles, les services agréés sont directement mandatés par le tribunal de la jeunesse pour la prise en charge d'enfants en danger en vertu de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse et de l'accord de coopération du 11 mai 2007 entre la Communauté française, la Communauté flamande et la Commission communautaire commune, relatif à l'aide à la jeunesse et que, dans ces hypothèses, le service mandaté rend son rapport au tribunal de la jeunesse, s'agissant de l'autorité mandante;

Considérant que les intervenants des services concernés par le présent arrêté sont tenus au respect du secret professionnel, en vertu de l'article 157 du décret précité;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels généraux, dans le cadre de la prise en charge des enfants en difficulté et en danger visés aux articles 20 et 38 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o service : le service résidentiel général;

2^o nombre de mandats agréés : le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément en vertu de son agrément;

3^o arrêté du 5 décembre 2018 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

CHAPITRE 2. — *Missions et conditions particulières d'agrément*

Art. 3. Le service résidentiel général a pour missions :

1^o à titre principal, d'organiser l'accueil collectif et l'éducation d'enfants qui nécessitent une aide en dehors de leur milieu de vie;

2^o à titre complémentaire, à l'issue de la mission visée au 1^o, d'assurer la supervision ainsi que l'encadrement éducatif et social d'enfants qui vivent en résidence autonome;

3^o à titre complémentaire, à l'issue de la mission visée au 1^o, de mettre en œuvre des programmes d'aide en vue de la réinsertion des enfants dans leur milieu de vie;

4^o à titre complémentaire, d'apporter une aide dans leur milieu de vie aux parents et à la fratrie de l'enfant hébergé dans le service.

A titre exceptionnel, les missions visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, peuvent être assurées par le service sans l'accueil préalable visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o, à raison d'un mandat sur quinze.

Art. 4. § 1^{er}. Le mandat précise l'identité de l'enfant, la mission confiée au service, la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

Pour les missions visées à l'article 3, 3^o et 4^o, la durée du mandat est de maximum 6 mois, renouvelable une fois.

Un mandat ne peut concerner qu'un seul enfant.

§ 2. Le service adresse un rapport à l'autorité mandante dans les 2 mois qui suivent la date du mandat. Ce rapport contient une analyse de la situation et les particularités de l'aide apportée.

Le service adresse un rapport complémentaire à l'autorité mandante au moins tous les 6 mois.

L'autorité mandante peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

Art. 5. § 1^{er}. Le nombre de mandats agréés par service est de minimum 15 et de maximum 60.

§ 2. Suivant les nécessités du projet éducatif, des sections autonomes peuvent être agréées.

Pour être considérée comme autonome, la section doit :

1° développer des activités éducatives distinctes décrites dans le projet éducatif du service;

2° organiser un encadrement éducatif, notamment la nuit, spécifique à la section;

3° assurer de manière autonome l'essentiel des tâches ménagères;

4° élaborer au sein de la section les rapports visés à l'article 4, § 2, et assurer les contacts avec l'autorité mandante et les familles des enfants confiés à la section.

Le nombre de mandats agréés par section autonome est de minimum 15.

Art. 6. § 1^{er}. Les prises en charge d'enfants confiées au service par d'autres personnes morales que les autorités mandantes, en ce compris les centres publics d'action sociale, ne peuvent justifier le refus d'une demande d'une autorité mandante.

§ 2. Les prises en charge visées au paragraphe 1^{er} sont autorisées à concurrence de 10 % du nombre de mandats agréés.

§ 3. Les prises en charge visées au paragraphe 1^{er} sont autorisées à concurrence de plus de 10 % du nombre de mandats agréés pour autant que le service justifie d'un personnel supplémentaire pour l'encadrement de ces prises en charge.

Les normes applicables à l'encadrement de ces prises en charge sont au moins égales à celles fixées pour les prises en charge confiées par les autorités mandantes.

Ces prises en charge ne sont pas prises en considération pour l'octroi des subventions pour frais de personnel et pour frais de fonctionnement.

Art. 7. Pour le calcul du taux de prises en charge, sont assimilées à des journées de présence dans le service les journées afférentes à la prise en charge, pour une durée de 30 jours maximum, renouvelable une fois, par un autre service ou établissement déterminé par l'autorité mandante, pour autant que le service reprenne l'enfant en charge au terme de cette période.

CHAPITRE 3. — Conditions particulières d'octroi des subventions

Section 1^{re}. — Subventions pour frais de personnel

Art. 8. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° service agréé pour 15 mandats :

a) 6,5 éducateurs, dont au maximum 1 coordinateur barème A;

b) 0,5 psycho-social;

c) 0,5 administratif;

d) 1,5 technique;

e) 1 directeur barème B;

2° service agréé pour plus de 15 mandats, en plus des normes fixées au 1° :

a) 0,5 éducateur pour 1,5 mandat, dont 1 coordinateur barème A pour 15 mandats;

b) 0,5 psycho-social pour 15 mandats;

c) 0,5 administratif pour 15 mandats;

d) 0,5 technique pour 5 mandats.

Conformément à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, de l'arrêté du 5 décembre 2018, lorsque l'ensemble des services, au sens de l'article 139 du décret, qui relèvent du pouvoir organisateur comptent plus de 28 équivalents temps plein, le directeur du ou d'un service résidentiel général est remplacé par un directeur général barème B et y sont ajoutés :

1° 1 directeur pédagogique barème B;

2° 1 directeur barème B ou 1 directeur administratif barème B ou 1 économiste gradué.

§ 2. Les normes fixées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont applicables pour chaque section autonome agréée, à l'exception du personnel administratif et de direction.

Section 2. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 9. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes de référence suivantes :

1° service agréé pour moins de 25 mandats : 3.879 euros par mandat;

2° service agréé pour 25 à 35 mandats : 3.486 euros par mandat pour tous les mandats;

3° service agréé pour plus de 35 mandats : 3.356 euros par mandat pour tous les mandats.

CHAPITRE 4. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative, modifié par les arrêtés du 24 mars 2003, du 17 juin 2004, du 14 mai 2009 et du 23 janvier 2014, est abrogé.

Art. 11. Les services qui sont agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative sont agréés de plein droit sur la base du présent arrêté, à partir de son entrée en vigueur.

Les services visés à l'alinéa 1^{er} se conforment aux conditions particulières du présent arrêté pour le 31 décembre 2019 au plus tard.

Art. 12. Pour les services visés à l'article 11 qui bénéficiaient, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un nombre d'équivalents temps plein, pour les personnels psycho-social, administratif et technique, supérieur à celui établi sur la base des normes fixées par le présent arrêté, ce nombre est maintenu et pris en compte pour l'octroi des subventions pour frais de personnel et ce, jusqu'au départ naturel du personnel excédentaire.

Pour les services visés à l'article 11 dont les coordinateurs ont été engagés, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sur la base d'un barème B, ce barème est maintenu et pris en compte pour l'octroi des subventions pour frais de personnel jusqu'au départ naturel des coordinateurs concernés.

Art. 13. Pour les services agréés sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative pour moins de 15 mandats, l'agrément sur la base du présent arrêté ne modifie pas le montant des subventions pour frais de personnel et de fonctionnement qui leur sont allouées.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 15. Le ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/10078]

5 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en subsidiëring van de algemene residentiële diensten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, inzonderheid op de artikelen 35, § 4, 37, 51, eerste lid, 52, 53, § 1, 143 en 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp;

Gelet op de "gendertest" van 14 maart 2018, uitgevoerd in toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 162-6 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven in juni 2018;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2018 en 26 november 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2018;

Gelet op het advies nr. 63.989/2 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat de algemene residentiële diensten kunnen worden gemandateerd door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of door de directeur voor jeugdbescherming krachtens artikel 35, § 4 of artikel 53, § 1 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat in Brussel de erkende diensten rechtstreeks door de jeugdrechtsbank worden gemachtigd om de zorg voor kinderen in gevaar op zich te nemen krachtens de ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren en het samenwerkingsakkoord van 11 mei 2007 tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, inzake hulpverlening aan jongeren en dat, in deze gevallen, de opdrachtgever zijn verslag overmaakt aan de jeugdrechtsbank, zijnde de opdrachtgever;

Overwegende dat de optredende personen van de in dit decreet bedoelde diensten aan het beroepsgeheim zijn gebonden, krachtens artikel 157 van voornoemd decreet;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Dit besluit heeft tot doel om de bijzondere voorwaarden te bepalen voor de erkenning en de subsidiëring van de algemene residentiële diensten, in het kader van de opvang van kinderen in moeilijkheden en in gevaar, bedoeld in de artikelen 20 en 38 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1^o dienst : de algemene residentiële dienst;

2^o aantal erkende mandaten : het aantal mandaten dat de dienst tegelijk kan opnemen krachtens zijn erkenning;

3° besluit van 5 december 2018 : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

HOOFDSTUK 2. — *Opdrachten en bijzondere voorwaarden voor erkenning*

Art. 3. De algemene residentiële dienst heeft de volgende opdrachten :

1° als hoofdopdracht, de organisatie van collectieve opvang en opvoeding van kinderen die hulp nodig hebben buiten hun leefwereld;

2° als aanvullende opdracht, en op het einde van de onder 1° bedoelde opvang, zorgen voor de supervisie en de pedagogische en sociale begeleiding van jongeren die zelfstandig wonen;

3° als aanvullende opdracht, en op het einde van de onder 1° bedoelde opvang, hulpverleningsprogramma's uitwerken met het oog op de wederinschakeling in hun leefmilieu;

4° als aanvullende opdracht, hulp verlenen in hun leefomgeving aan de ouders en de broers en zussen van het in de dienst gehuisveste kind.

De dienst kan in uitzonderlijke gevallen de in het eerste lid, 2° en 3° bedoelde opdrachten vervullen zonder voorafgaande opvang bedoeld in het eerste lid, 1° naar rata van een mandaat op vijftien.

Art. 4. § 1. Het mandaat verduidelijkt de identiteit van het kind, de opdracht die aan de dienst werd toevertrouwd, de aard van de verleende hulp, de nagestreefde doelstellingen, de motieven en de duur.

Voor de opdrachten bedoeld in artikel 3, 3° en 4° bedraagt de maximumduur van het mandaat 6 maanden, eenmalig verlengbaar.

Een mandaat kan maar op een kind betrekking hebben.

§ 2. De dienst maakt binnen de twee maanden volgend op de datum van het mandaat een verslag over aan de opdrachtgever. Dit verslag bevat een analyse van de situatie en de bijzonderheden van de verleende hulp.

De dienst maakt minstens om de 6 maanden een bijkomend verslag over aan de opdrachtgever.

De opdrachtgever kan altijd een bijkomend verslag vragen.

Art. 5. § 1. Het aantal erkende mandaten per dienst bedraagt minimum 15 en maximum 60.

§ 2. Volgens de noodzaak van het educatief project kunnen autonome afdelingen worden erkend.

Om als autonoom te worden beschouwd moet de afdeling :

1° verschillende educatieve activiteiten ontwikkelen, beschreven in het educatief project van de dienst;

2° een educatief kader organiseren, meer bepaald s nachts, eigen aan de afdeling;

3° autonoom de belangrijkste huishoudelijke taken waarborgen;

4° binnen de afdeling de verslagen opstellen, bedoeld in artikel 4, § 2 en de contacten met de opdrachtgever en de gezinnen van de kinderen toevertrouwd aan de afdeling, waarborgen.

Het minimumaantal erkende mandaten per autonome afdeling bedraagt 15.

Art. 6. § 1. De opvang van jongeren die door andere rechtspersonen dan de opdrachtgevers aan de dienst zijn toevertrouwd, met inbegrip van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, kan niet als verantwoording voor de afwijzing van een verzoek van een van die opdrachtgevers worden ingeroepen.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde opvang is toegestaan ten belope van 10 % van het aantal erkende mandaten.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde opvang is toegestaan ten belope van meer dan 10 % van het aantal erkende mandaten voor zover de dienst de hulp van een bijkomend personeelslid voor de omkadering van deze opvang aantoot.

De normen die van toepassing zijn op de omkadering van deze opvang zijn minstens gelijk aan deze bepaald voor de opvang toevertrouwd door de opdrachtgevers.

Deze opvang wordt niet mee in rekening genomen voor de toekenning van subsidies voor personeels- en werkingskosten.

Art. 7. Voor de berekening van de opvanggraad worden de dagen voor opvang door een andere dienst of vestiging bepaald door de opdrachtgever, met een maximumduur van 30 dagen, eenmalig verlengbaar, gelijkgesteld met aanwezigheidsdagen in de dienst, voor zover de dienst het kind opvangt tijdens deze periode.

HOOFDSTUK 3. — *Bijzondere voorwaarden voor de toekenning van subsidies*

Afdeling 1. — Subsidies voor personeelskosten

Art. 8. § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° dienst erkend voor 15 mandaten :

a) 6,5 opvoeders, waarvan maximum 1 coördinator weddeschaal A;

b) 0,5 psychosociaal medewerker;

c) 0,5 administratief medewerker;

d) 1,5 technisch medewerker;

e) 1 directeur weddeschaal B;

2° dienst erkend voor meer dan 15 mandaten, naast de normen vastgelegd onder 1° :

a) 0,5 opvoeder voor 1,5 mandaat, waarvan 1 coördinator weddeschaal A voor 15 mandaten;

b) 0,5 psychosociaal medewerker voor 15 mandaten;

c) 0,5 administratief medewerker voor 15 mandaten;

d) 0,5 technisch medewerker voor 5 mandaten.

Overeenkomstig artikel 53, § 1, tweede lid, 1° van het besluit van 5 december 2018, wanneer alle diensten in de zin van artikel 139 van het decreet, die onder de inrichtende macht vallen meer dan 28 voltijdse equivalenten tellen, wordt de directeur van de (een) algemene residentiële dienst vervangen door een algemeen directeur weddeschaal B en wordt hieraan toegevoegd :

1° 1 pedagogisch directeur weddeschaal B;

2° 1 directeur weddeschaal B of 1 administratief medewerker weddeschaal B of 1 gegradueerde huismeester.

§ 2. De normen bepaald in § 1, eerste lid, zijn van toepassing op elke erkende autonome afdeling, met uitzondering van administratief en directiepersoneel.

Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten

Art. 9. De provisionele jaarlijkse subsidie voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen :

1° dienst erkend voor minder dan 25 mandaten : 3879 euro per mandaat;

2° dienst erkend voor 25 tot 35 mandaten : 3486 euro per mandaat voor alle mandaten;

3° dienst erkend voor meer dan 35 mandaten : 3356 euro per mandaat voor alle mandaten.

HOOFDSTUK 4. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 10. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van de toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp, gewijzigd bij de besluiten van 24 maart 2003, 17 juni 2004, 14 mei 2009 en 23 januari 2014, wordt opgeheven.

Art. 11. De diensten die op datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp, worden van rechtswege erkend overeenkomstig dit besluit, vanaf de datum van zijn inwerkingtreding.

De in het eerste lid bedoelde diensten moeten uiterlijk op 31 december 2019 voldoen aan de bijzondere voorwaarden van dit besluit.

Art. 12. Voor de diensten bedoeld in artikel 11 die, voor de inwerkingtreding van dit besluit, een aantal voltijdse equivalenten voor psychosociaal, administratief en technisch personeel genoten dat hoger ligt dan datgene vastgelegd op basis van de normen die door dit besluit worden bepaald, wordt dit aantal gehandhaafd en mee in rekening gebracht voor de toekenning van de subsidies voor personeelskosten en dit tot het natuurlijke vertrek van het overtollige personeel.

Voor de diensten bedoeld in artikel 11 waarvan de coördinatoren werden aangeworven vóór de inwerkingtreding van dit besluit op basis van weddeschaal B, wordt deze weddeschaal behouden en mee in rekening gebracht voor de toekenning van de subsidies voor personeelskosten tot het natuurlijke vertrek van de betrokken coördinatoren.

Art. 13. Voor de diensten erkend overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp voor minder dan 15 mandaten, wijzigt de erkenning overeenkomstig dit besluit het subsidiebedrag voor personeels- en werkingskosten dat hen is toegekend, niet.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 15. De Minister bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, belast met Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/10079]

5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions en milieu ouvert

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 3, 4, 5, 143 et 149;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 162-2 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018;

Vu l'avis n° 63.985/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;